

JOURNAL



OFFICIEL

de la

République Démocratique du Congo

Cabinet du Président de la République

Kinshasa - 1^{er} janvier 2005

Ville-Province de Kinshasa

Arrêté n° SC/130/BGV/CE/PBB/2004 du 04 octobre 2004 portant fixation des taux des frais de fonctionnement des écoles privées agréées dans la Ville de Kinshasa pour le premier trimestre 2004-2005

Le Gouverneur de la Ville de Kinshasa,

Vu la Constitution de la Transition ;

Vu le Décret-loi n° 031 du 08 octobre 1997 portant actualisation de la dénomination des Entités et Autorités administratives en République Démocratique du Congo ;

Vu la Loi-cadre de l'Enseignement National n° 86-005 du 22 septembre 1986 ;

Vu la Loi n° 04/008 du 19 mai 2004 modifiant et complétant le Décret-loi n° 081 du 02 juillet 1998 portant Organisation Territoriale et Administrative de la République Démocratique du Congo ;

Vu le Décret n° 04/041 du 16 mai 2004 portant nomination des Gouverneurs de Provinces ;

Vu l'Arrêté n° SC/112/BGV/CE/PBB/2004 du 31 août 2004 portant modification de l'Arrêté n° SC/0138/BGV/CJ/CM/1998 du 17 août 2004 créant la Commission Urbaine de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel ;

Vu la circulaire ministérielle n° MINEPSP/CABMIN/2977/2004 du 14 août 2004 portant contribution des parents au financement des Etablissements scolaires pour l'exercice 2004-2005 ;

Vu le calendrier scolaire 2004-2005.

Vu l'urgence et la nécessité ;

La Commission Urbaine de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel entendue ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

Les frais de fonctionnement des Ecoles privées agréées, pour le premier trimestre de l'année scolaire 2004-2005 dans la Ville de Kinshasa sont fixés par leurs promoteurs de concert avec le Représentant de l'Etat et celui des parents conformément aux dispositions de l'article 114 de la Loi-Cadre n° 86-005 du 22 septembre 1986 de l'Enseignement National.

Article 2 :

La contribution des Ecoles privées agréées au fonctionnement des Services Publics de l'Administration et du contrôle scolaire de la Ville de Kinshasa est fixée à 100 FC (Cent Franc Congolais) par élève.

Article 3 :

15% (15FC) du produit minerval sont alloués à la Commission Urbaine dont :

- 5% sont versés à l'Hôtel de Ville à titre d'appoint à la supervision provinciale.

Article 4 :

Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent Arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

Article 5 :

Les chefs de Divisions Urbaines de l'EPSP de Kinshasa-Est, Kinshasa-Centre et Kinshasa-Ouest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Kinshasa, le 04 octobre 2004.

Jean Kimbunda Mudikela